

# LES SYNTHÈSES RÉGIONALES AU CAMEROUN : PROBLÈMES ET MÉTHODES L'ATLAS DE LA PROVINCE DE L'EXTRÊME NORD.

Olivier IYEBI-MANDJEK, Institut National de Cartographie  
MESIRES/ORSTOM - Cameroun

Thème 4

L'Atlas est un ensemble de cartes thématiques sur une région : il en donne une kaléidoscopie. Ce genre géographique se compose de figures imposées dont le canevas est constitué de cartes obligatoires sur les milieux physique, humain et les activités économiques; et de figures libres s'ouvrant sur d'autres sujets, selon les centres d'intérêt des auteurs, la documentation disponible et, pourquoi pas, le public ciblé.

Il intéresse une multitude de destinataires et cela même complique le travail du réalisateur. Dans la plupart des pays européens, l'existence, la disponibilité et l'abondance de la documentation facilitent la tâche des réalisateurs. Au Cameroun, la réalisation de cet instrument de travail, tant convoité, n'est pas toujours facile, à cause du manque de données et d'obstacles inattendus. Ces difficultés font de l'Atlas un générateur d'informations de première main, avant d'être un instrument de vulgarisation de la connaissance.

## LES ATLAS RÉGIONAUX AU CAMEROUN.

La réalisation des Atlas a commencé au Cameroun, dès le début des années 60. Le pays a été découpé en régions et des commandes passées à l'ORSTOM pour en mener la couverture. La volonté de constituer des ensembles homogènes a été le souci de ceux qui ont procédé à cette délimitation. Ils ont tenté de combiner la pertinence administrative, l'homogénéité des milieux physiques et certains aspects économiques. Par ailleurs, ce découpage a aussi tenu compte de la difficulté que pourrait avoir un chercheur dans l'exécution de la synthèse. Une dizaine d'unités ont ainsi été définies, chacune d'elles s'étendant sur 2 à 3 degrés de latitude et autant en longitude, avec des bandes de recouvrement pour un meilleur raccordement de l'ensemble. Plus tard, ce découpage a été repris et modifié dans le cadre d'une relance des synthèses régionales. Le nouveau découpage rend compte d'un souci d'adaptation à l'évolution et à l'émergence de nouvelles unités spatiales. Toutefois, malgré une bonne délimitation générale, on constate encore l'existence d'ensembles déséquilibrés, comme c'est le cas au nord du 10ème parallèle. Il y aurait lieu de constituer deux ensembles distincts: le lac, sa région et le reste de la province. La première s'étendrait au sud jusqu'à la dune prôtée au paléo Tchad englobant la zone inondable des yaérés (1), et la seconde couvrirait la zone des monts Mandara, ses piémonts et les plaines du Diamaré.

Six Atlas régionaux et un national ont été réalisés à ce

jour, dont deux en cours de réactualisation: L'Atlas du sud qui couvre Yaoundé et sa région, et celui de l'Extrême Nord, qui s'étend du 10ème parallèle au Lac Tchad.

L'Atlas de la province de l'Extrême Nord, Mandara-Logone dans sa première dénomination compte une cinquantaine de cartes thématiques à des échelles différentes. 8 Cartes physiques, 10 cartes sur la population, 15 sur les différents aspects de l'agriculture et 8 cartes sur les infrastructures. Une série de 8 cartes est également prévue sur la ville de Maroua, chef lieu de cette immense province. La réalisation de cet ensemble de cartes se heurte à un ensemble de problèmes.

## LA DISPONIBILITÉ DES INFORMATIONS.

Les informations nécessaires à la réalisation d'un Atlas viennent de sources diverses dont les plus communément utilisées sont les études menées dans la région et les archives des différents services administratifs. Pour ce qui est des archives des services administratifs, trois problèmes compliquent leur exploitation : la pertinence des unités de collecte ; la fiabilité des renseignements recueillis ; l'accès à l'information.

## LA PERTINENCE DES UNITÉS DE COLLECTE.

L'organisation hiérarchisée du territoire laisse entrevoir quatre niveaux différents de collecte des données: provincial, départemental, d'arrondissement et cantonal. Chaque niveau correspond à un degré de précision et nécessite des moyens plus ou moins importants en hommes et en crédits. A l'époque coloniale, la plupart des informations étaient collectées au niveau des villages ou des cantons et agrégées à l'échelle supérieure jugée idéale par chaque utilisateur. Actuellement la collecte des données se fait plutôt au niveau des arrondissements. La grandeur de ces unités écrase les disparités, les reportant à des niveaux qui sont peu opérationnels. Par ailleurs, à partir de telles données, on ne peut plus travailler sur des unités spatiales d'un niveau inférieur.

Des données sur la scolarisation, par exemple, présentées par arrondissement ou par département, comme c'est généralement le cas dans les rapports administratifs ne rendent pas la même réalité des choses que si elles étaient présentées par canton. A ce dernier niveau les différences apparaissent mieux et l'établissement de corrélations permet de mieux spatialiser le phéno-

mène de la scolarisation. Aux problèmes posés par les niveaux de collecte s'ajoutent ceux de la fiabilité des données recueillies.

### **LA DÉTÉRIORATION DE LA FIABILITÉ DES DONNÉES COLLECTÉES.**

Les données disponibles dans les différentes administrations n'ont pas toujours le crédit qu'on voudrait bien leur accorder. La méthode de collecte n'est pas toujours explicite et les résultats obtenus n'ont souvent pas la précision souhaitée et par conséquent, manquent de signification réelle. La comparaison entre les méthodes de collecte des données agricoles, dans le nord du Cameroun, durant la période coloniale et celle actuelle, est assez significative du crédit qu'on peut accorder aux statistiques administratives. Avant l'indépendance les statistiques avaient une importance primordiale pour les différentes instances chargées du développement rural. Leur collecte se faisait d'abord par un relevé topographique systématique des villages et un suivi des différentes phases de la production. Plus tard, une unité de mesure, la corde qui valait 5.000 m<sup>2</sup> a été vulgarisée et le suivi des différentes phases de l'agriculture en a été facilité. Les enquêteurs pouvaient arriver à une évaluation assez précise des superficies et de la production en demandant aux paysans le nombre de cordes cultivées par village. Après 1965, elle s'est détériorée à telle enseigne que même pour le maraîchage où les superficies peuvent se calculer par une multiplication du nombre de carreaux par la surface d'un carreau, ceux-ci étant de dimension égale, nous ne disposons pas de données fiables. En revanche dans les secteurs de montagne où la superficie cultivée est assez difficile à évaluer, nous avons des valeurs qui nous permettent de suivre une progression qui n'en est pas une. Ce sont des chiffres dont on ignore le mode d'élaboration, mais qui satisfont le gouvernement. Comment peut-on calculer la superficie des champs couverts de chaos de blocs entre lesquels on cultive le mil ? Plusieurs méthodes pourraient être préconisées mais aucune n'est utilisée par les services de l'agriculture. Le problème qui se pose face à de telles données est de savoir si on les utilise malgré leur peu de signification ou si on recherche une information que l'on maîtriserait d'un bout à l'autre.

Par ailleurs, il existe une volonté politique de maintenir une zone d'ombre sur certaines données. Une carte ethnique est par exemple nécessaire dans toute synthèse régionale. Elle a été faite dans le premier Atlas Mandara Logone et il serait important de voir les dynamiques des composantes ethniques de la région. La réalisation de cette carte est chose impossible maintenant par suite de l'absence de la variable ethnique dans les deux derniers recensements menés par l'État. Elle devrait même ne plus figurer dans les questionnaires présentés pour approbation. On peut toutefois contourner le problème en menant des enquêtes pour l'établissement d'une carte linguistique, mais elle ne donne pas tout à fait les mêmes renseignements.

La classification des routes en routes nationales, provinciales et rurales revêt, au niveau politique, une signification certaine, mais dans la réalité, elle ne correspond pas à l'état des routes ni à l'utilisation qui en est faite. La qualité de ces données qui ne reflète pas la réalité interpelle les auteurs des synthèses. Doit-on utiliser des informations qui ne représentent aucune réalité ou,

dans le respect du "client potentiel" et sachant l'utilisation qui peut être faite du travail qu'on livre, doit-on chercher à corriger cette information ?

### **UN SYSTÈME DE CONSERVATION INEXISTANT.**

Le plus grave problème auquel sont confrontés les chercheurs est la quasi absence d'archives. Les rapports administratifs dont il est fait mention plus haut existent de manière parcellaire. Il est impossible d'aligner les rapports de dix années de suite, et même de trois. Dans certains services, ils sont systématiquement détruits après un certain temps par manque d'espace, dit-on. L'absence de préposés aux archives, le manque de place dans les bureaux pour ce genre de documentation et le fait que la majorité des agents font semblant d'ignorer l'importance de documents d'archives est fatal à cette source d'information. Quand on trouve quelqu'un qui a conscience de la valeur des archives et qui en prend soin, il les considère un peu comme une propriété personnelle, et tire le maximum de profit de sa situation de seul détenteur d'un bien convoité à un moment donné par un quidam. A voir l'état dans lequel se trouvent les archives dans certains services, on est forcé de conclure que les responsables ne s'en servent pas. Chaque responsable ne conserve que les documents qu'il a écrits. Pour les rapports de la période coloniale, on peut trouver ça et là quelques exemplaires épars, protégés de la destruction ou de la disparition. Elles sont entassées dans des coins poussiéreux, à l'intérieur de bâtiments mal isolés, en attendant que le service national des archives qui a son siège à Yaoundé vienne en prendre possession. Or voilà plus de 15 ans qu'elles attendent livrées à la poussière, aux termites et aux souris. Certains chefs d'unités administratives affirment que les seules archives qui les intéressent sont les registres d'état civil. A cette incurie vis à vis des archives s'ajoutent des méthodes douteuses pour les faire disparaître, car elles sont souvent compromettantes pour certains personnages. La disparition d'archives est alors un moyen de camoufler des indécidables de gestion etc...

### **UN DIFFICILE ACCÈS AUX SOURCES EXISTANTES.**

Ces données, bien qu'incomplètes ont parfois le mérite d'exister. C'est alors que leur consultation relève d'un véritable parcours du combattant. Les responsables considèrent les archives comme une chasse gardée personnelle. Dans certains services, comme l'Éducation Nationale, la Santé et l'Agriculture, la consultation des documents d'archives relève du secret d'État. L'exploitation des données démographiques issues du recensement est une véritable gageure, on répond à toute demande de consultation par le secret. Or, la plupart des institutions qui financent ces activités sont étrangères et ont un accès direct aux informations. La plupart du temps, elles ont des doubles de statistiques qui sont conservés hors des frontières nationales. Le secret des statistiques s'appliquerait alors aux nationaux. Alors, soit on use de rapports personnels avec les responsables et on y accède comme un service que l'on devra rendre ultérieurement, soit on achète les données. Par exemple, les relevés météorologiques sont vendus aux services administratifs dans certaines cir-

conceptions et pas dans d'autres. La plupart du temps, on réclame des autorisations et personne ne veut prendre sur lui la responsabilité de la divulgation d'une information qui peut être exploitée d'une façon anti gouvernementale. La rétention des données peut avoir une explication rationnelle dans le fait que personne au niveau régional ne veut prendre ses responsabilités. A titre d'exemple, il n'a pas été possible d'utiliser la seule carte de la ville de Maroua au 1/5.000 disponible à la délégation provinciale de l'urbanisme et de l'habitat. L'intervention du gouverneur a été inefficace, car le délégué voulait avoir l'autorisation du Ministre.

Le secret dont est entourée la statistique rend le travail sinon impossible, du moins difficile. Tous ces obstacles poussent le chercheur à élaborer lui-même l'information, transformant ainsi un travail de synthèse en travail de recherche.

## L'ATLAS COMME OUTIL QUI CRÉE L'INFORMATION.

Même en possession de données fiables, comme on le suppose dans les pays occidentaux, le produit d'un atlas est une information nouvelle, mais de seconde main, car c'est la transformation par le traitement à une certaine échelle de données collectées à une autre. Sous les tropiques, les difficultés évoquées ultérieurement obligent à créer une information de première main, avant d'en envisager le traitement à l'échelle voulue. Ce travail de longue haleine ralentit forcément les délais de parution et alourdit la tâche des réalisateurs. Par ailleurs, le manque de données sur l'ensemble du territoire fait considérer tout travail de synthèse comme devant forcément intéresser les étudiants. Ceci oblige à donner un contenu musclé aux notices et à sortir un peu des sentiers battus par l'étude de thèmes non conventionnels. Certaines cartes sont réalisées dans cette optique, telle la carte de la végétation anthropique, une relecture

de la carte phytogéographique des botanistes, qui donne un aspect de la végétation telle qu'elle a été élaborée par les sociétés villageoises. De même une carte des cultures relictuelles donne l'état des cultures qui disparaissent dans une perspective de conservation des stocks génétiques.

Ce volet recherche fait de l'atlas un cadre idéal pour la formation de nouveaux chercheurs. Non seulement ils sont confrontés à tous les problèmes que pose la recherche en milieu tropical, mais ils se frottent aux autres disciplines, dans le cadre d'une recherche pluridisciplinaire.

Si l'on considère que les atlas sont des marqueurs de l'évolution des régions et par conséquent du développement, on devrait pouvoir se dire que ce genre est encore nécessaire au Cameroun et dans les pays qui sont dans la même situation que lui. Vouloir en transférer la réalisation dans les différentes administrations qui en feraient des cartes informatisées, publiables chaque année, procède certainement d'une bonne initiative, mais c'est irréaliste. Ce nouveau système permettrait, certes, de saisir les changements rapides qui interviennent dans une région, mais quels atlas réaliserait on avec la qualité des données disponibles ? Pour le Cameroun, la synthèse régionale, par la masse de données fiables qu'elle crée se place plutôt en amont de l'information, alors que pour les pays européens, il se place en aval de la collecte des données. Le genre est-il condamné ? Si en Europe on assiste à une mode qui aboutit à la condamnation des atlas tels qu'ils ont été réalisés jusqu'à présent, force est de constater qu'en Afrique, la méthodologie passée est actuelle et permet de contrôler les données

Elle met à la disposition des étudiants une information fiable que l'on ne trouve pas dans les archives. Contrairement à ce que pensent les chercheurs des pays à forte tradition statistique, ce genre ne peut pas être facilement remplacé par des cartes informatisées que l'on sortirait chaque année. ■

---

### NOTES

1-yaérés: plaines inondables sur les bords du Logone. C'est une zone écologique particulièrement riche, qui est exploitée par les populations pour la pêche et l'élevage.

---

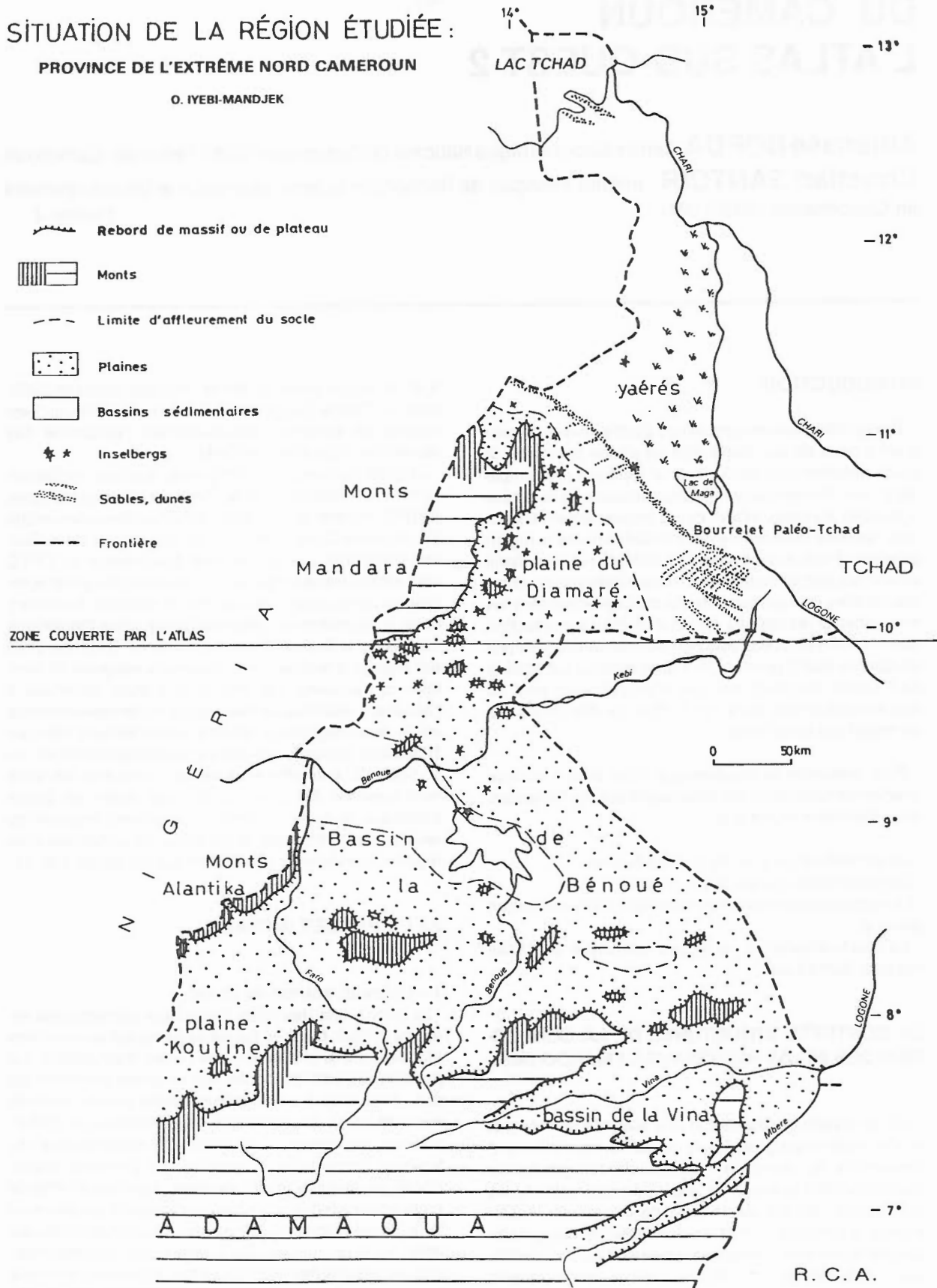
## RÉSUMÉ

*Le public ciblé, la qualité et la disponibilité de l'information conditionnent la réalisation d'un Atlas régional. Dans les pays de longue tradition statistique, il est aisé de constituer un Système d'Information Géographique et d'éditer des produits modulables selon les destinataires. Au Cameroun, les unités de collecte ne sont pas identiques d'un sujet à l'autre, les statistiques ne sont pas fiables et obéissent souvent à des mots d'ordre politiques. Les archives sont difficilement disponibles et les ouvrages sur la région livrent une information parcellaire. Dans ce contexte, le chercheur mène un véritable travail de recherche pour disposer d'une information fiable. D'abord créer l'information et en donner la synthèse après.*

# SITUATION DE LA RÉGION ÉTUDIÉE :

PROVINCE DE L'EXTRÊME NORD CAMEROUN

O. IYEBI-MANDJEK



source : M. ROUPSARD - nord Cameroun, ouverture et développement